



Déclaration liminaire de l'UNSA Education

CTSD du 15 février 2021

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Les personnels sont en attente de décisions de leur ministère sur l'amélioration de leurs conditions de travail, et la revalorisation substantielle de leur rémunération. Les choses avancent mais à trop petits pas. Ce n'est pas le lieu en CTSD pour ces revendications, néanmoins, nous nous devons d'y faire allusion, tout comme à nouveau nous tenons à vous alerter sur l'état d'épuisement qu'ils subissent alors que la crise sanitaire s'éternise. A l'Education Nationale, on apprend la patience, cette année encore avec le retard de mise en paiement des avancements automatiques d'échelons...

La crise sanitaire montre bien que les postes de remplaçants manquent crûment. Résoudre la quadrature du cercle pour assurer autant que possible le non brassage des élèves, d'autant que les collègues absents ont bien du mal à être remplacés, est un exercice d'équilibriste qui pèse sur les équipes.

Exercice de style encore puisque la FAQ du ministère sur le protocole sanitaire a été mise à jour 16 fois ! On se questionne sur le décryptage de son contenu qui oblige les collègues à enfiler leur costume « d'experts sanitaires » ayant pour mission de décoder tout un jargon médical qui n'est pas censé les concerner. Tout ceci pèse sur les directrices et directeurs, chefs d'établissements, cadres de l'EN.

Pour travailler dans de bonnes conditions, les écoles ont des besoins importants, même s'ils sont moins visibles immédiatement que les besoins en classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants. Les dédoublements des classes opérés en GS, CP et CE1 dans l'enseignement prioritaire ne doivent pas faire passer sous silence les tensions qui existent au sein des autres écoles, pour des classes qui ne bénéficient pas du dédoublement et dans les secteurs ne relevant pas de cette éducation prioritaire. Elles accueillent pourtant toutes des élèves qui ont des besoins particuliers, ou des troubles du comportement, parfois dans des écoles à une ou deux classes multi-niveaux, ce qui accroît encore la difficulté. Il faut également développer l'accueil en classe ULIS car les besoins dans certains secteurs comme Corcieux ou Raon l'Etape ne pourront être satisfaits.

L'ambition que nous défendons, c'est bien une inclusion de qualité qui favorise la réussite de tous les élèves. Elle ne pourra être atteinte que si l'État se donne les moyens de ses intentions et si les acteurs sont en capacité de les faire vivre sereinement. Or trop nombreux

sont par exemple les élèves en attente d'orientation IME et ITEP, contraints d'être accueillis dans des classes qui ne leur conviennent pas.

Il est temps que la tendance s'inverse concernant les RASED qui ont été fragilisés ces dernières années alors qu'ils jouent un rôle très important dans le traitement de la grande difficulté, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché, avant tout, les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Les équipes pédagogiques ont besoin de maître G, de maîtres E, de psychologues scolaires. C'est à cause de leur absence dans le projet présenté au précédent CTSD que nous avons voté contre, alors que de nombreuses modifications correspondaient à nos demandes. Nous tenons en effet à souligner encore une fois que nous avons apprécié à leur juste valeur la non fermeture de classes qui apparaissaient dans le premier projet et pour lesquelles l'Unsa Education avait argumenté en groupe de travail et en CTSD. C'est pour nous le signe d'un dialogue social de qualité. A ce sujet, nous saluons le travail des services et leur disponibilité à nous répondre.

Nous croyons en effet à une collaboration constructive et dans le respect des règles, c'est à ce titre que nous nous démarquons de certaines pratiques syndicales, qui consistent à diffuser des documents de travail confidentiels et qui plus est sur les boîtes fonctionnelles des écoles, d'ailleurs utilisées régulièrement en plus des listes OSTIC préconisées.

En corrélation avec la carte scolaire, sont liées les opérations de mouvement. L'Unsa Education, lors des discussions sur les Lignes directrices de Gestion des mobilités, a prôné la qualité d'un dialogue social de proximité et demandé à ce que les dispositions du mouvement des personnels, et les LDG soient présentées en CTSD et discutées avec les représentants des personnels, c'est pourquoi nous vous remercions pour le CTSD qui s'est tenu sur ce sujet.

Pour terminer, l'Unsa Education demande la prolongation des contrats des contractuels recrutés pour faire face à la crise sanitaire et un recrutement supplémentaire, si nécessaire. Mais il faudrait également renforcer le nombre d'infirmières, de médecins scolaires, de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés) et augmenter le nombre d'AESH pour pouvoir répondre à toutes les notifications et au remplacement en cas d'absence.

Merci pour votre écoute.